

Monique Bertrand

Directrice de recherche à l'Institut de Recherche sur le Développement

Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques  
(CESSMA-IRD)

### **Regards croisés sur la crise malienne : réseaux, sites et temporalités**

Nous proposons de revenir sur les dimensions multiples de la crise ouverte en 2012 par le massacre d'Aguel-hoc et le putsch de militaires, couvant en réalité sous le second mandat présidentiel d'Amadou Toumani Touré. Si la dernière rébellion touareg, depuis 2011, s'articule à des éléments de déstabilisation plus larges dans la sous-région (prospection énergétique, économie de la drogue et de la migration, réseaux islamistes, crise libyenne), ses conséquences ont bien mis en doute le crédit du régime, ses relais auprès des élites régionales, et l'ancrage de la démocratie au Mali.

Les incertitudes militaires et politiques de 2012, puis la reprise des élections à la fin de 2013, interrogent ainsi les fondements historiques d'une crise, de régime et de société, mais aussi les formes nouvelles des entrepreneuriats politiques et sociaux sous la Troisième République. Les dynamiques partisans, entre logiques scissipares, personnalisation et fluidité des appartenances, ont conduit à la recomposition du clientélisme dans la réforme inachevée de la décentralisation. La société civile s'est structurée sous le chapeau d'organisations faïtières, et a un impact non négligeable sur les répertoires d'action normalement dédiés à l'État. L'autorité de ce dernier se trouve mise à mal sous un inégal empilement de « partenariats » au développement, et face aux impatiences sociales exprimées en échos des OMD. Ce contexte d'extraversion d'un État finalement fragile, a de fait imposé des rythmes pluriels aux jeux relationnels qui font réseaux politiques ou influent sur les leaderships au Mali.

En mobilisant des champs disciplinaires variés (sciences politiques, géographie, histoire, etc.), il est donc utile de revenir sur des tensions qui se montrent politiques (par delà les affichages pluralistes et consensuels, elles se manifestent dans une forte abstention électorale et dans la difficile existence d'une opposition parlementaire), territoriales (la refonte communale a laissé en creux le niveau régional d'animation économique, l'intégration du Nord est manquée), institutionnelles (les concurrences réactivées localement montrent l'échec de l'institutionnalisation de l'Etat) et sociales (montée en puissance d'un islam politique, corruption et mauvaise gestion foncière...). La proposition invite à une vision située de ces contradictions redevables de temps longs et de cycles courts. Suivant le fil thématique des « réseaux », on portera attention à la sensibilité croissante qu'expriment nombre de revendications particulières à des ressources globalisées, amplifiant parfois les influences plus anciennes nées des circulations de migrants.